

• Juin 2020 • Numero 174•
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

**Rechauffer la Banquise va Changer de Titre… mais pas d’Esprit !**

* Edito :

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Un peu d’histoire (modeste) : lors de l’élection présidentielle de 2002, la candidature et le programme de Jean-Pierre Chevènement attira nombre de personnes de gauche, déçues de certaines orientations du gouvernement de Lionel Jospin (privatisations, soumissions aux dogmes européens…) et de la faiblesse des propositions de son programme (il en dira «qu’il n’est pas socialiste»). Ceci se traduisit par des sondages prometteurs et par l’arrivée dans son parti, le Mouvement des Citoyens (MDC), d’assez nombreux nouveaux adhérents. Au cours de la campagne, le candidat opta pour une tentative d’alliance entre les «républicains de deux rives», en clair, des amis de Charles Pasqua et de Nicolas Dupont-Aignan dans le cadre d’un «Pôle républicain». On échappa de peu à une extension à… Philippe de Villiers. Ce fut la fin de l’aventure chevènementiste. Une (petite) partie des adhérents du MDC (où déjà se retrouvaient, outre l’auteur de ces lignes et entres autres, Florence Bray, notre présidente, Jean-Christophe Frachet, Jacques-Robert Simon et toujours dans l’ombre João Silveirinho) fonda alors une association et édita une gazette web, que nous intitulâmes Réchauffer la Banquise (la gazette pour tropicaliser la gauche congelée), référence au «pôle chevènementiste», mais aussi à la congélation idéologique et propositionnelle des autres forces de gauche, PS et PCF.*

*Plus grand monde ne se souvient du «pole» et nous songions depuis longtemps à changer de titre. Mais vous savez comme c’est, on s’attache. 18 ans ont passé, l’âge de la majorité (civile, pas politique) et le moment est propice : ce numéro, destiné probablement à devenir culte, est le dernier Réchauffer la Banquise. Mais nous voulons toujours contribuer à tropicaliser la gauche toujours assez congelée (mais il y a des lueurs d’espoir en ce moment, ça commence à bouger). Nous continuerons à considérer que l’humour est une arme politique nécessaire (mais pas suffisante) et garderons l’objectif, comme le disait voilà 18 ans notre rédac’chef, João Silveirinho, de «faire la synthèse entre les deux Marx, Karl et Groucho». Ruy Rodrigues Da Silva, qui fut ministre de l’éducation d’un état brésilien, puis réfugié politique en France, puis à nouveau ministre d’un autre état brésilien lors du retour de la démocratie nous dit un jour «Finalement, vous êtes en train de faire la synthèse entre Le Monde et Charlie Hebdo». Très exagéré certes, mais il ya un peu de ça. Et puisqu’on est un peu dans la nostalgie, une pensée pour Ruy, qui fut un fidèle lecteur et contributeur de notre gazette jusqu’à ce que la nuit alzheimérienne l’enveloppe et le noie.*

*Il fallait trouver un nouveau titre pour notre gazette, et au prix de longues et épuisantes séances de remue-méninges, nous avons trouvé : ce sera Gauche Cactus. Et la continuité sera symbolisée dans la numérotation : le numéro de Gauche Cactus sera le 175. Et voilà.*

*Au sommaire de ce dernier Réchauffer la Banquise :*

*Yann Fiévet, dans De la grande illusion à la révélation puis à l’amplification, poursuit son travail de déconstruction (deleuzo-guattarienne mais en nettement plus lisible) de la politique du gouvernement d’Emmanuel Macron. Lucide.*

*Jacques-Robert Simon montre en quoi Joseph Schumpeter, l’un des économistes préférés du patronat (mais qui n’était pas aussi libéral que ça) s’est planté : Destruction créatrice ou création destructrice*

*Jean-Christophe Frachet se demande si le monde peut continuer longtemps à consommer plus de richesses naturelles qu’il n’en développe : Point de bascule. Bientôt ? Bien entendu, il répond que non, et ce texte a inspiré une belle illustration de Jancry*

*Les violences policières américaines ont eu un écho mondial, et tout particulièrement en France, où, à part les députés LR Christian Jacob et Eric Ciotti (ce dernier voulant même faire interdire de filmer les interventions de la police, car ce qu’on ne verra pas à la télé ou sur internet n’existe pas, isn’i it ?), tout le monde sait qu’il y a en France des policiers racistes et des policiers violents, l’un n’empêchant pas l’autre. Cette petite phalange vient d’être rejointe le 14 mai par le président de la République, pour qui ces policiers dévoyés ne semblent pas exister. João Silveirinho évoque cette proximité, dans son commentaire de la dernière intervention présidentielle à la télévision Macron a reparlé : encore raté. Et le policier en retraite Andy Crups nous montre comment cette question a taraudé la police dans un historique de la Préfecture de police de Paris de Maurice Papon à aujourd’hui Didier Lallement. Très instructif.*

*La Gauche Cactus s’intéresse forcément à la culture. Depuis des années, le dessinateur et graphiste Jancry nous aide dans nos réflexions sur l’image, et figure parmi nos illustrateurs. Nous l’avons rencontré ! Jancry, interview d’un Artiviste.*

*«J’aurais aimé l’écrire !**Une prose fichtrement bien écrite. Au point que chacun souhaiterait en être l'auteur», nous prévenait notre ami et infatigable chercheur d’idées* ***Iradj Ziai*** *en nous envoyant ce texte du* ***blogueur Vinvin*** *(Cyril de Lasteyrie dans le civil) datant de 2016, sans une ride :* ***Le burn out français et nos résignations***

*Et trois photomontages de Benoist Magnat, dont la théorie du ruissellement expliquée aux enfants, pour rire un peu.*

* De la Grande Illusion à la Revelation puis à l’Amplification

*Par Yann Fiévet*

**La grande illusion**

 «Nous devons nous réinventer.» L’injonction, en apparence tellement pleine de bon sens et d’impérieuse nécessité, est présente partout en ces temps de confinement forcé des populations. En fait, l’injonction officielle, elle-même forcée par l’évènement monstrueux que constitue la pandémie planétaire, n’a fait que reprendre – probablement de manière insincère comme nous le verrons – ce que nombre d’observateurs catastrophés disent depuis des lustres sans jamais être entendus quand ils n’étaient pas bêtement moqués ou indignement insultés. Oui, nous le devons ! Pour la Nature que nous massacrons chaque jour davantage. Pour l’Humanité si nous voulons qu’elle survive à la catastrophe. Pour la dignité de l’Homme qui s’est depuis trop longtemps perdue dans d’âpres combats mortifères pour la recherche effrénée du profit immédiat de la caste minuscule des plus nantis «quoi qu’il en coûte». Oui, nous le devons ! Et pourtant, il est fort possible que nous ne puissions le faire.

Nous devons nous réinventer. Mais, quel est ce «nous» ? Qui va «réinventer» ? Avec qui ? Pour qui ? Comment et pour aller vers quoi ? On en finirait pas d’égrainer les questions abyssales que soulèvent la péremptoire affirmation. Soyons réalistes un instant : nous sommes allés si loin dans la «mondialisation heureuse» tellement chère à Alain Minc que toutes nos existences sont terriblement – et peut-être définitivement - enchâssées dans les méandres du capitalisme outrancièrement financiarisé. Les portions de l’économie réelle – celle qui concourt à la satisfaction des besoins vitaux – qui échappent encore à la loi d’airain de ce capitalisme dévorateur ne sont restées qu’à l’état de niches que «les nouveaux maîtres du monde», pour reprendre la lucide formule de Jean Ziegler, ne faisaient que tolérer tant qu’elles ne menaçaient en rien leurs florissantes affaires. Quand nous nous relèverons de la crise quelques changements bien sur interviendront. Le traumatisme aura été tellement douloureux que forcément tout ne pourra redevenir tout-à-fait comme avant. Cependant, face à l’incommensurable tâche qu’il conviendrait d’accomplir le compte n’y sera sans doute pas. Il y faudrait une volonté de fer et, surtout, une prise de conscience à toute épreuve pour bâtir «le monde d’après». Qui va s’atteler à cette tâche titanesque ? Tous les disqualifiés d’hier qui nous ont mené, au mépris de tous les avertissements martelés pendant des décennies, tranquillement vers la catastrophe ? Il paraît que DSK souhaite revenir tel le Sauveur ! Il nous faudrait un peu plus d’imagination. Et beaucoup de courage. Le courage, par exemple, de ne pas qualifier pour la construction du «nouveau monde» tous les pousse-au-crime qui nous ont serinés durant des années leur ritournelle sur la nécessaire libéralisation de tous les marchés et qui, toute honte bue, continuent de pérorer, malgré le confinement, dans les émissions de radio ou de télévision. Ainsi de l’économiste libéral Nicolas Bouzou qui déclarait en 2014 «dans 10 ans, nous aurons deux fois trop de lits d’hôpitaux». D’autres de ces collègues ont au moins la pudeur de se taire aujourd’hui. Mais, pour combien de temps. Les «médias de masse» vont-ils enfin savoir faire le tri entre les défenseurs éhontés d’un système finalement déjà mort et les promoteurs clairvoyants de l’hypothétique Renaissance ?

Nous devons nous réinventer. Allons, qui peut sérieusement croire que les maîtres du monde capitaliste vont mettre fin un tant soit peu à leurs manœuvres de lobbying, que les «décideurs» politiques devenus depuis longtemps leurs serviteurs zélés cesseraient subitement de les contenter ? Les maîtres de «big pharma», de l’agro-business ou de l’hydre numérique sont postés dans tous les recoins du système et ont colonisé l’esprit de la plupart des hommes et des femmes qui peuvent leur servir à poursuivre leur emprise sur l’économie mondialisée, donc sur nos vies. Du reste, pendant le confinement la collusion politico-mercantile continue. Le ministre français de l’agriculture, Didier Guillaume, a encore raccourci la distance d’épandage des pesticides autour des habitations. Déjà ridiculement faibles (5 mètres) la distance est abaissée à 3 mètres ! Le mois dernier, Emmanuel Macron s’est rendu en Bretagne afin de soutenir l’agriculture en ces temps difficiles. Afin de bien montrer à quel point «nous devons nous réinventer» il a visité un producteur conventionnel de tomates hors-sol (2500 tonnes par an pour la Grande Distribution) car les «circuits courts et le bio ne pourront pas permettre à eux seuls de nourrir la population». Surtout si rien n’est vraiment fait pour les encourager ! Par ailleurs, le Gouvernement a saisi l’occasion du confinement pour adopter une ordonnance par laquelle les procédures préalables à l’installation d’antennes-relais sont allégées. C’est que la «reprise» ne saurait s’envisager sans la déjà célèbre 5G ! On le comprend bien, reprise ne rime pas avec redéfinition : la majorité présidentielle à l’Assemblée Nationale a retoqué un amendement qui stipulait que les aides de l’Etat liées à la crise sanitaire actuelle n’iraient pas aux entreprises ayant leur siège social ou des filiales dans des paradis fiscaux ; les aides substantielles versées aux «fleurons» que sont, par exemple, Renault ou Air-France le seront sans demandes tangibles de contreparties en matière de comportements futurs plus vertueux à l’égard de l’environnement ; pour favoriser ladite reprise les préfets pourront demain déroger aux règles du droit de l’environnement en ce qui concerne l’implantations de nouvelles activités agricoles, commerciales et industrielles. Ainsi, après le passage du Covid rien de vraiment nouveau ne semble pouvoir être attendu sous le soleil de France.

Si nous voulons réellement «nous réinvente» nous devrons d’abord nous défaire des hommes du passé et des idées désormais potentiellement dépassées qu’ils incarnent. Pour que «le monde d’après» ne soit pas le frère jumeau du monde d’avant il devra être aux mains d’individus neufs, des hommes et des femmes ne choisissant pas de faire carrière en politique, tournés vers la défense de l’intérêt général, orientés par des institutions fondamentalement transformées. Ces hommes et ces femmes de bonne volonté existent déjà dans tous les recoins de la société civile trop longtemps tenue sous le boisseau de la politique hors-sol de moins en moins motivante. A la société civile de dire enfin massivement ce qu’elle veut et faire émerger un pouvoir politique nouveau. L’une des conséquences majeures en serait de faire reculer le recours systématique à la coercition que nous connaissons aujourd’hui. Seule une société ouverte et pleinement démocratique sera demain à même de lutter contre de nouveaux périls sanitaires et apporter de réelles solutions à la crise écologique globale. Les rôles seraient alors inversés : on s’apercevrait que la grande illusion était d’abord celle de ceux qui entendaient maintenir en l’état le système qui nous dévorait. Cependant, il ne va pas falloir tarder à écarter les illusionnistes patentés du marché total.

**De la révélation à l’amplification**

C’est déjà un lieu commun : la triple crise – sanitaire, économique et sociale – que traverse la planète depuis le début de l’année 2020 a puissamment révélé l’ampleur des inégalités partout dans le monde. On savait bien sûr qu’elles existaient, elles étaient pertinemment dénoncées par des chercheurs et des journalistes non complaisants, par les citoyens restés éveillés. Pourtant, on s’accommodait de cette situation, on espérait des jours meilleurs pour les plus démunis, on faisait mine de croire à la «théorie du ruissellement» dont ces derniers allaient bien finir par profiter un jour. Il est une évidence : on ne voulait pas voir l’extrême profondeur des inégalités sociales ni à quel point des pans entiers de nos sociétés étaient particulièrement fragiles face aux multiples risques de l’existence. La révélation est frappante dans les discours des gouvernants depuis quelques semaines, du moins en Europe. Les faits, que l’on voulaient ignorés jusque-là, sont devenus contraignants : «Ils» promettent de mieux «s’occuper du peuple» désormais. Il faut alors interroger ce soudain revirement, se demander si le «redémarrage de l’économie» ne va pas, au contraire, aggraver encore les inégalités que la pandémie et le confinement ont du reste déjà passablement amplifiées.

La pandémie du Coronavirus est riche d’enseignements quant à l’inégalité des risques encourus par les individus. Si l’âge joue bien sûr un rôle aggravant dans l’exposition à l’épidémie, les conditions de vie et d’emploi jouent dramatiquement leur rôle elles aussi. Les données de l’Insee pour la Seine-Saint-Denis sont particulièrement éclairantes : elles montrent que ce département, dont la population est plus jeune que la moyenne, présente pourtant un record de surmortalité : on y a enregistré, entre le 1er mars et le 27 avril, 130 % de décès de plus que pour la même période de 2019. Cette même population connaît aussi un taux de pauvreté élevé et une forte proportion de travailleurs qui, prenant tous les jours les transports en commun, exercent des métiers dits, depuis le début de la crise sanitaire, «de première ligne». Et, l’on sait qu’il existe des liens évidents entre pauvreté, conditions de vie médiocres et mauvaises conditions d’emploi. Ainsi, certains métiers exposent davantage au risque d’être touché par le Covid-19. Cependant, il semble qu’en France l’on ne s’empresse pas de rechercher vraiment, statistiques à l’appui, ce type de causalités pertinentes. Il faut donc traverser la Manche.

L’équivalent britannique de l’Insee, l’Office for National Statistics (ONS), a exploité les données de mortalité par le Coronavirus sous l’angle socioprofessionnel. L’une de ses études analyse les 2 500 décès concernés intervenus entre le 9 mars et le 20 avril dans la population en âge de travailler (20-64 ans) en Angleterre et au Pays de Galles. Les plus forts taux de surmortalité concernent d’abord les travailleurs des métiers du soin à la personne (travailleurs de la santé suivis des chauffeurs de taxi et de bus, des chefs cuisiniers et des assistants de vente au détail ; autrement dit, ceux que l’ONS nomme les «key workers», les «travailleurs essentiels». les emplois des key workers sont aussi, constate l’ONS, ceux qui sont les moins bien payés, qui présentent les conditions de travail les plus difficiles et les statuts les plus précaires. Ces conditions socio-économiques sont de surcroît en cause dans la prévalence élevée de comorbidités (diabète, hypertension…), dont la présence accroît le risque de décès en cas d’exposition au Covid-19. En France, un rapport du député Dominique Libault présenté en mars 2019), a souligné combien les salaires de ces plus de 830 000 travailleuses (en équivalent temps plein) du «care» étaient bas et leurs conditions de travail particulièrement difficiles. Leur taux d’accidents du travail et de maladies professionnelles est trois fois plus élevé que dans les autres professions !

Il est encore trop tôt pour mesurer pleinement les dégâts sociaux occasionnés par la pandémie elle-même et le confinement qui en a découlé. Ils sont d’ores-et-déjà très inquiétants. Ils frappent d’abord les plus vulnérables de nos congénères. Le financement du chômage partiel n’aura qu’un temps, des plans de licenciements déjà sont annoncés. Et les millions de «précaires» fabriqués par plusieurs décennies de déréglementation du marché de l’emploi et, plus récemment, par la casse du code du travail sont sans revenus depuis le début du confinement. Partout dans nos villes les «queues alimentaires» se sont dramatiquement allongées au fil des deux mois de confinement et perdureront encore longtemps. Les dégâts seraient pire encore si des solidarités de proximité ne s’étaient mises en place pour pallier les nombreuses défaillances des pouvoirs publics dans les «zones sensibles» et ailleurs. Là aussi la Seine-Saint-Denis est exemplaire, plus positivement cette fois  : de nombreux citoyens fort modestes se sont organisés dans le département le plus pauvre de France afin de venir en aide à de plus pauvres qu’eux. Il est peut-être là le vrai ruissellement ! Et, il ne vient pas d’en-haut. C’est que le néolibéralisme à l’œuvre depuis plus de trente ans, aggravé par l’avènement du macronisme, n’a pas fait que fragiliser le monde du travail. Il a laminé, à petit feu, les conditions de vie, d’habitat ou de transport des populations vivant dans les quartiers et les banlieues les moins favorisées. On ne pousse pas impunément au délitement d’une société.

L’économie va repartir. Et, bien sûr, les vieux réflexes sont toujours là, la menace de la sanction envers ceux qui ne rentreraient pas sagement dans le rang de la reprise reste à portée de la main. A l’hôpital, les gestionnaires ont fébrilement repris leurs tableaux de chiffres comme si rien ne devait changer. La prime de mille euros promise par Jupiter en mars à tous les soignants ne leur a toujours pas été versée. Il paraît que l’on a du mal à en rédiger le décret. Finalement, il n’y avait pas que les applaudissements qui étaient gratuits ! Qui peut alors sérieusement croire que le pouvoir en place dans ce pays, qui plus est tellement centralisé, pourrait avoir la capacité ou l’envie de changer le sort des humbles. On entend bien en «haut-lieu» qu’ils retournent courageusement au charbon pour une nouvelle Croissance funestement basée sur le recours au tout-numérique, gros de la fracture sociale du même nom. Cependant, le vent de nouvelles révoltes au loin se fait sentir…

* Schumpeter : Destruction Créatrice ou Creation Destructrice

*Par Jacques-Robert Simon*

Joseph Schumpeter (1883-1950) définit la destruction créatrice comme étant un «processus de mutation industrielle (…) qui révolutionne incessamment de l’intérieur la structure économique, en détruisant continuellement ses éléments vieillis et en créant continuellement des éléments neufs». On pourrait tout autant postuler que les éléments neufs conduisent à l’obsolescence des plus anciens, ce que l’on pourrait alors nommer une création destructrice. Il peut ainsi expliquer les cycles économiques (reprise, expansion, surchauffe, récession) comme étant le fruit des découvertes les plus importantes faites dans les domaines technique ou scientifique (la machine à vapeur, les chemins de fer…). À un moment du cycle, les entreprises «dépassées » doivent disparaître ce qui provoque une destruction d'emplois.

Un exemple plus précis permet de se rendre compte si la création précède ou suit le processus destructif. Edwin Land (1909-1991), fils d’un ferrailleur, est né à Bridgeport de parents juifs d'Europe centrale. Il fréquente l’école Libre de Norwich puis étudie la chimie à l’Université d’Harvard. Il met au point après un film permettant de polariser la lumière, ce qui le conduit en 1932 à fonder une société, Poland Corp., rebaptisée Polaroid en 1937. Les lunettes de soleil firent usage de ce film. En 1947, il présente à une société savante un appareil photographique capable de produire une épreuve définitive en moins d’une minute. Le procédé, initialement monochrome, fut adapté à la couleur en 1963. Le dispositif est composé de trois doubles couches d’émulsion constituées par des grains d’halogénure d’argent et de colorants les rendant sensibles aux trois couleurs élémentaires. Les halogénures d’argent sont décomposés sous l’action de la lumière en halogènes et argent métal. Il y a ainsi formation d’argent colloïdal dans les zones éclairées. Le développement, après impression du film, commence lorsqu’on tire sur une languette. Un réactif alcalin est alors libéré qui déclenche le développement qui augmente l’étendue des îlots de cristaux d’argent métallique.
En 1974, la société Polaroid estime à un milliard le nombre de photos réalisées avec l’appareil instantané et elle commence à concurrencer Kodak qui détient le marché des photographies classiques.

Les appareils photographiques numériques fonctionnent d’une façon entièrement différente, la lumière est recueillie par un capteur électronique plutôt que par une pellicule sensible chimiquement. En 1975, un ingénieur travaillant chez Kodak, met au point le premier appareil photographique électronique. Sony, Nikon et Canon, en plus de Kodak, commercialiseront des appareils entre 1981 et 1990. En 1994, Apple sort le premier appareil photographique grand public couleur. À partir de 1994-1996 apparaissent des appareils photo numériques équipés d'un écran couleur à cristaux liquides. Le premier appareil numérique compact pour le grand public apparut en 1995. Les difficultés dues à la percée de la photographie numérique conduisent la firme Polaroid à se restructurer en 2001. La fabrication des appareils à développement instantané cesse en 2007.

Les téléphones mobiles dont le capteur permet de prendre des photos numériques de haute résolution apparaissent vers 2010 concurrençant directement les appareils photographiques numériques. En 2017, Polaroid Corporation est racheté par l'un des actionnaires de l'Impossible Project, qui devient Polaroid Originals. Les techniques utilisées dans cette saga sont multiples : chimie et photochimie des sels d’argent, physico-chimie des colorants et des pigments, physique des cristaux liquides, cellules photo-électriques, informatique… À ce stade, les choses sont claires, une découverte scientifique, ou plus modestement une innovation technique, conduit à une réorganisation économique pour s’adapter à une nouvelle donne. Le ‘progrès’ peut être discuté mais une certaine utilité sociale est indubitable et est d’ailleurs régulée par son acceptation par les consommateurs. Il semble donc bien que le terme qui convienne est bien ‘création destructrice’.

Les cas sont plus suspicieux lorsque, plutôt que de nouveaux produits, ce sont de nouveaux marchés, de nouvelles méthodes de production ou de nouvelles façons de commercialisation qui sont mises en avant pour expliquer un phénomène de destruction créatrice. Uber développe ainsi des applications pour mobiles pour mettre en contact des utilisateurs et des conducteurs afin de réaliser des activités de transport. Uber fait l'objet de nombreuses polémiques car l’entreprise organise une activité commerciale régulière comme s’il s'agissait d'une activité occasionnelle. La notion de libre concurrence, derrière laquelle elle se réfugie, se heurte à des accusations de concurrence déloyale et de travail dissimulé. Airbnb est une plateforme communautaire payante de location et de réservation de logements de particuliers. La plateforme ‘emploie’ une multitude de personnes comme ‘non salariés’ ou ‘indépendants’. Cette façon de faire pose problème quant au droit du travail en faisant apparaître une zone grise entre travailleur salarié et travailleur indépendant. Amazon est une entreprise de commerce électronique ; elle est accusée de profiter de sa position dominante pour indiquer comme «non disponibles» des ouvrages dont l'éditeur s'est refusé à lui consentir la distribution.

Les ‘nouvelles’ entreprises, par un modèle de marketing para-légal, ont déplacé le centre de création de valeur, et transformé les salariés en auto-entrepreneurs, ce qui revient à transférer les risques de l’employeur au travailleur. Les notions de découvertes, d’innovations, de créations sont pour le moins diffuses pour ce qui les concerne et la notion de destruction créative sert plus leurs intérêts que la description d’une réalité.

Les ‘innovations’ commerciales n’ont rien de commun avec, par exemple, l’invention par T. Newkomen de la machine à vapeur auxquels se référent cependant les tenants de la destruction créative. La machine à vapeur permit maints progrès, les nouveautés commerciales, lourdement financées par des investisseurs, ne relèvent pas d’une même logique. Dans leur cas, il s’agit de détruire un tissu social et économique existant pour mettre à la place non pas quelque chose de plus satisfaisant, mais pour asseoir une domination. La destruction créatrice est appelée à la rescousse pour conquérir une société en diminuant considérablement les droits sociaux des travailleurs les plus modestes en leur promettant un futur radieux qu’ils n’auront jamais. Asservir un peu plus les misérables et libérer les nantis de toute contrainte peut être associé à un changement, pas à un progrès. La notion de destruction créatrice sert à abriter des desseins guerriers derrière des termes empruntés à un économiste brillant qui avait prédit que le capitalisme était voué à disparaître pour des raisons sociales et politiques.

* Point de bascule, Bientôt ?

*Par Jean-Christophe Frachet*

"There is no alternative ! Il n’y a pas d’alternative !" soutiennent les néolibéraux depuis les années 80. Le renard libre dans un poulailler libre.  C’est bien la doctrine des années Thatcher en Angleterre et Reagan aux États-Unis qui se diffuse depuis tout ce temps partout dans le monde,  France comprise. On voit le résultat : affaiblissement des services publics, augmentation de la précarité et de la pollution, avec en regard, quelques entreprises plus puissantes que les états. À cela s’ajoute une crise climatique qui, après les espèces animales, met aussi l’espèce humaine en voie d’extinction.

Le jour du dépassement, le 29 juillet 2019, fut le jour à partir duquel L’Humanité puise dans les ressources de la terre de façon irréversible. C’est le jour du début du déficit environnemental. Et nous assistons à cela impuissants, avec angoisse ou déni, co-responsables aux yeux de nos millenials parfaitement lucides. Et l’arrivée du coronavirus bouscule tout. Il est donc possible de s’arrêter ?!

Il est possible de confiner la majeure partie de l’humanité. Il est possible que la financiarisation exacerbée du monde trouve des centaines de milliards d’euros en un claquement de doigts, alors que cela fait des années que l’on réduit le budget de l’indispensable. On se souvient des coupes budgétaires drastiques réalisées dans la santé publique et leurs conséquences catastrophiques sur la gestion des personnels d'hôpitaux aujourd’hui applaudis. Les gens confinés se rendent bien compte qu'il y a quelque chose qui cloche, que quelque chose ne tourne pas rond. Rien ne va plus. S'instaure alors la stratégie de la peur qui bat son plein, méthodiquement : un savant mélange d’annonces anxiogènes sur le nombre de morts du Coronavirus quotidiennement distillés par les médias qui tournent en boucle, une présence policière renforcée, des applications mobiles pour tracer les gens, des drones de surveillance...

Tout l’arsenal coercitif de masse s’installe insidieusement au nom de la sécurité sanitaire, après la sécurité publique. Mensonges d’État, comme pour les masques, surveillance généralisée, fabrication et entretien de l’anxiété, tout y est. Et pourtant, les gens s’interrogent, et plus que jamais : on en a le temps ! La répression contre les gilets jaunes a été terrible, jusqu'à faire peur aux honnêtes gens d’aller manifester. Les revendications des infirmières durement réprimées à coups de lacrymogènes. Les démissions des médecins hospitaliers. Les jetés de robes d’avocats. À cela s’ajoutent les gardes à vue préventives avant les manifestations pour les militant.es fiché.es.

Mais le roi est nu. Ce système économique ne fonctionne pas si on se place en terme d’Humanité. Nous arrivons peut-être au point de bascule vers un Nouveau Monde : une gouvernance plus solidaire, plus respectueuse de l’environnement, avec l’humain au cœur de ses préoccupations. À moins que ce monde d'avant Corona, celui de la financiarisation tous azimuts, qui accumule de la richesse mal répartie, en veuille toujours encore plus. Et là, il ne restera plus que le techno fascisme pour maintenir tout le monde au pas. Que voulons-nous ? À nous de décider, de choisir. A nous d’inventer. A nous de rêver et de faire. Il y a des alternatives ! Nous sommes beaucoup plus nombreux à y avoir intérêt : affichons-le !

* Le Point de Bascule vu par Jancry

*Par Jancry*

* Macron a Reparle : Encore rate

*Par João Silveirinho*

Une fois encore, Emmanuel Macron a reparlé à nos concitoyens le 14 mai. Encore raté. La presse, même celle bien disposée à son égard, ce qui n’est pas peu, avait annoncé qu’il se trouvait le «dos au mur». Que le président ne s’inquiète pas trop, cette même presse, peu ou prou, se prétendra rassurée tant il lui en faut peu.

Si Emmanuel Macron nous avait demandé de le conseiller sur la forme de son intervention, cela lui aurait certes coûté une blinde, car nous sommes intransigeants question pognon avec les laquais de la finance, mais nous aurions avant tout conseillé de ne pas commencer son laius avec les «bonnes» nouvelles, à savoir les visites autorisées en Ehpad, qui auraient du depuis déjà être en place si l’impéritie publique et la rapacité privée avaient été combattues, l’ouverture des restos franciliens (qui n’empêchera pas nombre de faillites, pour la plus grande joie des enseignes interlopes de malbouffe, qui se feront un plaisir de ramasser à bas prix les sites les plus intéressants), et le retour à l’école, pour quelques semaines. Tout ça, Manu, il fallait le dire à la fin de ta baffouille !

Avant l’incroyable étalage d’autosatisfaction. Oubliée la palinodie autour des masques et des textes, énoncés les mensonges sur l’«indépendance» retrouvée du pays et escamotée les spéculations de la grande distribution en la matière. Odieuse mise en avant de l’action de l’état alors que chacun a pu constater que c’est par le dévouement du personnel hospitalier que le pic de la crise a pu être surmonté, au prix de lourdes pertes humaines. Avant la présentation d’un mirifique demain où toute perte d’emploi serait «accompagnée», où le système de santé serait miraculeusement rénové grâce à un «Ségur de la santé», dont déjà, à peine commencé, plusieurs «partenaires sociaux» ont dénoncé la vacuité. Avant la martiale déclaration de soutien sans aucune réserve à la police et à la gendarmerie. Manu, faut-il te rappeler quelques chiffres, dont certains émanent des services de l’Etat et les autres n’ont reçu aucun démenti ? Sur près de 400 plaintes traitées par l’IGPN pour violences policières, seules 2 ont abouti à un transfert à la justice, qui ne s’est pas prononcée à ce jour. Coté manifestants, 400 condamnations et ce n’est pas fini. Cherchez l’erreur. A Rouen, des enregistrements nauséabonds d’échanges racistes entre policiers ont été rendus publics. Ce n’est qu’à ce moment que l’IGPN s’est réveillée. Enfin, réveillée est un bien grand mot : tous ces policiers sont toujours en poste, y compris celui qui se vante d’avoir accumulé un arsenal à son domicile. Deux sites «sociaux» sur internet fréquentés principalement par des policiers et des gendarmes (8000 pour l’un, 9000 pour l’autre) échangent quotidiennement des propos racistes ou violents. Silence, Manu, sur tout cela, oubli, peut-être, que elon des sondages concordants, plus de la moitié des policiers votent pour le Rassemblement National. Oubli, Manu, que lorsque tu réduis l’enflammement antiraciste qui saisit à juste titre notre pays à des dérives communautaristes (qu’il convient cela dit de dénoncer) : il faut écouter, Manu, Assa Traoré et Camélia Jordana, pas seulement, comme certains bobos, parce qu’elles sont jeunes et belles, mais parce qu’elles portent une vérité, bien loin des communautarismes que tu dénonces, ayant soif d’un universalisme qui ne soit pas seulement celui des blancs bien sapés, que manifestement, engoncé dans tes costards, tu ne connais pas. Te réinventer, Manu, si tu en es capable, c’est aussi, et peut-être d’abord, en passer par là.

* La Prefecture de Police de Paris de M. Papon à D. Lallement en passant par M. Grimaud

*Par Andy Crups*

Décidément il est encore confirmé que l’on a bien du mal à retenir des leçons de l’histoire concernant la Préfecture de Police de Paris. La PP est de retour et la vieille dame que l’on aurait pu croire remise enfin dans sa sphère de compétence a réalisé un retour en force pour parvenir jusqu’à disparaître même de l’organigramme du Ministère de l’Intérieur, pourtant garni depuis quelques années d’une direction générale de la Gendarmerie, autre force de Police héritée de la construction historique des forces de sécurité intérieure. Pendant toute son histoire la Préfecture de Police de Paris a régulièrement été précurseur en matière de police pour le meilleur et parfois pour le pire. Son caractère spécifique étant une proximité immédiate avec tous les pouvoirs exécutifs, elle est parvenue tout comme la gendarmerie pour d’autres raisons à ne jamais être totalement intégré à la Force de Sécurité d’Etat décidée en 1941.

Pourtant tout aurait pu basculer dans l’après-guerre tant la PP avait été utilisée par le régime de collaboration de Vichy. Pourtant grâce à la libération de Paris durant laquelle notamment les syndicats de policiers vont agir activement, la PP va se voir décerner la légion d’honneur et va être réinstallée dans son rôle de «Police de Paris». La PP après quelques purges en interne va alors se poser en interlocuteur direct du Ministre et non comme entité au sein de la Police Nationale. Dès lors elle reconstitue ses propres directions de renseignements et de police judiciaire et d’ordre public. Sa grande autonomie va atteindre sa limite lors de l’affaire Ben Barka. En effet cet opposant marocain va être enlevé en plein Paris en Octobre 1965 par plusieurs individus dont deux hommes qui présentent des cartes de police. Il ne sera jamais retrouvé en revanche les policiers sont des Inspecteurs de la «Mondaine» de la PP. Le ministre d’alors Roger Frey n’a pas été informé en temps utile, le pouvoir exécutif est excédé et le Président de la République tape du poing sur la table.

Roger Frey va donc préparer une réforme en profondeur pour remettre la PP à sa place et surtout son Préfet de Police qui n’était autre qu’un certain Maurice Papon en place depuis 1958. Ce haut fonctionnaire n’avait pourtant pas été inquiété pour les évènements du métro Charonne en 1962 durant lesquels la PP avait démontré une gestion plus que douteuse puisqu’au-delà du triste bilan humain la discutable technique d’ordre public et l’extrême brutalité avaient alors été largement dénoncées. Ce haut fonctionnaire devenu ministre sera rattrapé par son passé seulement en 1981, pour être condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l’humanité.

L'arrivée de Maurice Grimaud

Le nouveau Préfet de Police sera Maurice Grimaud jusque-là directeur général de la Sûreté Nationale qui deviendra la Direction générale de la Police Nationale en 1969 lors de la mise en œuvre de la réforme. Maurice Grimaud en provenance de la «Police d’état» c’était un camouflet infligé volontairement à la PP qui traditionnellement disposait de Préfets acquis à la culture PP. Maurice Grimaud était un haut fonctionnaire qui avait déjà largement démontré son engagement Républicain. En 1944 il est auprès du Général De Gaulle et plus tard il occupera divers postes de Préfet. A l’âge de 21 ans il avait été témoin de la confrontation mortelle entre manifestants et force de l’ordre lors des évènements tragiques de février 1934 à Paris (manifestation anti parlementaire à l’issue de laquelle on dénombrera 1 policier et 16 manifestants tués ainsi qu’un millier de blessés). Il dispose donc d’une image assez précise du maintien de l’ordre lorsqu’il prend son poste à la PP. Il va d’ailleurs être confronté rapidement à de graves troubles à l’ordre public durant tout l’épisode de «Mai 1968» durant lequel il demandera aux C.R.S pour la première fois de leur histoire d’intervenir à Paris. Il écrira une lettre devenue célèbre à tous les policiers intervenant en maintien de l’ordre dans laquelle il utilise la formule : «Frapper un manifestant tombé à terre c’est se frapper soi-même en apparaissant sous un jour qui atteint toute la fonction policière». A la fin de cette crise majeure même si l’on déplore plusieurs milliers de blessés à Paris tout le monde s’accorde à penser que sans la gestion «Républicaine» de cette crise par ce Préfet le bilan aurait pu être beaucoup plus tragique.

En 1969, la PP rentre dans le rang, le Directeur général de la Police Nationale a enfin autorité sur l’ensemble de la Police Nationale dont la Police Parisienne. Le territoire de compétence de la PP est restreint à Paris Intramuros et même si celle-ci conserve ses directions spécialisées en matière de renseignements, Police judiciaire et Ordre Public, l’entité Police Nationale est constituée. Par la suite les préfets de police se sont succédé dans une forme de consensus face au pouvoir exécutif du moment. Philippe Massoni pourtant de par sa longévité de 8 ans sur le poste du à sa parfaite connaissance du monde politico-policier en tant qu’ancien commissaire et directeur des renseignements généraux, va lui aussi marquer positivement son empreinte Républicaine à la PP.

Évolution sous Nicolas Sarkozy et arrivée du "Grand Paris"

Ainsi, depuis 1969, la PP avec ses 20 000 Policiers est restée cantonnée à la capitale. Mais un ministre de l’Intérieur en 2002 qui, ayant de grandes ambitions politiques, trouve au sein de la PP une hiérarchie acquise à son discours martial. Il s’entoure d’un grand nombre d’hiérarques de culture PP. Ces chefs de la PP seront pour certains nommés en province pour dynamiser la Sécurité Publique (Direction centrale qui a la gestion de tous les commissariats sur l’ensemble du territoire). Dès lors le schéma professionnel policier devra s’inspirer de la PP mais pour des raisons évidentes cette stratégie simpliste allait se heurter à une réalité professionnelle incontournable. Pourquoi après toutes ces années, la PP avait plus subi la réforme de 1969 que réalisé sa propre révolution professionnelle ? Vraisemblablement parce que les spécificités de la PP lui ont laissé penser que le format était efficace. En effet la PP intramuros avec ses 20.000 Policiers était le schéma d’une police de riche en moyens ayant en charge une zone de surveillance extrêmement réduite. Le taux de policiers pour 10 000 habitants sur Paris est unique en France. En 2009 pour la PP intramuros (dixit la cour des comptes) c’est 50,98 alors qu’à Marseille c’est 17,28. Les budgets de la PP sont plus consistants en raison d’une proximité du pouvoir exécutif et enfin la zone de compétence est infinitésimale, Paris intramuros c’est 105.4 km² alors que pour Marseille c’est 240 km². Evidemment face à ce constat, la PP développait des arguments concernant une charge de travail surévaluée par rapport aux contraintes gouvernementales et un afflux quotidien d’une population laborieuse venue des banlieues. Il n’en reste pas moins que la PP était efficace à hauteur des moyens et certainement pas efficiente de sorte que le schéma professionnel PP n’avait rien de «magique».

En revanche il semble que cela avait largement échappé au ministre d’alors devenu par la suite président de la République. En 2008 la PP toujours observée avec bienveillance par le nouveau pouvoir va en profiter pour se jeter sur le projet du Grand Paris. C’était inespéré pour la PP de pouvoir reconquérir une compétence Francilienne. Pour bien impulser son nouveau développement c’est un proche du président et ancien Directeur Général de la Police qui va être nommé à la Préfecture de Police en la personne de Michel Gaudin. Le mouvement s’amorce et, lors des évènements de Villiers-le-Bel en 2007, pour la première fois des compagnies de district de la PP (effectifs dédiés au maintien de ‘ordre) sont envoyées en renfort (sans moyens radios adaptés et avec une méthodologie de travail très différente) sortant ainsi de leur zone de compétence habituelle. En 2009, la PP va donc étendre sa compétence comme par le passé (avant 1969) sur l’ensemble des territoires de la petite couronne (75, 92, 93, 94) francilienne et disposer désormais de près de 28 000 policiers.

Mais on pourrait se dire que finalement refaire grossir la PP dans un «grand Paris» c’est rationaliser l’action de police sur un territoire donné et que cela peut correspondre à une logique. Pour cela il faut donc observer comment la PP toujours bien dotée en moyens et en personnel a-t-elle fait sa répartition sur la banlieue. De même il faut aussi observer sa capacité en matière de renseignement et d’ordre public pour s’assurer de l’intérêt de cette évolution de la PP. Pour ce qui concerne la répartition territoriale des effectifs de la PP (Source : Cour des comptes), on ne peut pas dire que les choses se sont améliorées pour les départements car si l’on en revient au taux pour 10 000 habitants, en 2018 c’est 38,47 policiers pour Paris intramuros et 19,72 pour Le département en grande difficulté de la Seine Saint Denis soit environ la moitié. Il est vrai qu’un certain nombre de directions centrales peuvent rayonner sur le département mais est-ce réellement le cas ? En 2014, pour le calcul du nombre de policiers sur le terrain en temps T (source : DSPAP) c’est 439 policiers à Paris intramuros et 202 en Seine Saint Denis soit une fois encore environ la moitié. On peut aisément mesurer que la PP comme tout au long de son histoire reste une police riche en moyens et effectifs et que son apport sur la banlieue n’est pas des plus substantiels depuis la mise en place du Grand Paris. Pour ce qui concerne ses directions spécialisés le résultat n’est pas des plus probants. L’affaire de l’attentat mené à l’intérieur des locaux de la PP par un personnel des services de renseignements PP a mis en lumière un certain nombre de dysfonctionnements. Quant au potentiel d’ordre public de la PP, il a été sollicité et observé lors de la crise dite «des gilets jaunes» et on ne peut pas dire qu’il s’est distingué des autres forces. En revanche ce que l’on a pu constater c’est que la gestion d’ensemble et que l’utilisation de nouvelles unités dites «offensives» étaient des évolutions largement sujettes à caution.

Arrivée de Michel Lallement et de sa guerre aux "fauteurs de troubles"

C’est d’ailleurs dans ce contexte que Didier Lallement a été nommé à la tête de la préfecture de Police succédant à Michel Delpuech fin connaisseur de la PP pour y avoir une bonne partie de sa carrière. Ce préfet a été «limogé» selon la formule utilisée en ces circonstances. Si l’on peur supputer sur les raisons de cette éviction, ce qui peut constituer un élément de réponse c’est le choix du successeur réputé comme étant un homme autoritaire. Il semble donc qu’après quelques mois d’agitation sociale importante il a semblé important pour le pouvoir d’abandonner la doctrine de maintien de l’ordre qui avait prévalu jusque-là et qui consistait à accompagner et encadrer les mouvements sociaux plutôt que de les réprimer. Pour les commandants d’unités dédiées au maintien de l’ordre ils savent de par leur expérience que «leur intervention ne doit jamais créer un trouble supérieur à celui existant».

D’ailleurs les services de communication ont largement tenté d’expliquer que la doctrine avait changé comme si on changeait de doctrine comme on change de sous-vêtements ! Ainsi donc, si le nouveau Préfet a été choisi pour son côté «va t en guerre» le risque est important en matière de Paix Publique. Récemment des hauts responsables des CRS et de la Gendarmerie mobile qui restent les seules formations disposant d’une réelle culture de la gestion des foules et du Maintien de l’ordre, se sont émus des tactiques proposées par la Préfecture de Police notamment pour ce qui concerne les «nasses» qui visent à encercler les manifestants. Il semble donc que la PP a perdu sa mémoire car à la suite des évènements du métro Charonne, la règle était de ne jamais provoquer de mouvement de foule sans s’assurer de la possibilité d’échappatoires.

En tout état de cause depuis un an ses apparitions en uniforme et ses déclarations intempestives laissent à penser que ce fonctionnaire a imaginé pouvoir se métamorphoser en policier expert du maintien de l’ordre. Cependant tout semble indiquer qu’il n’a manifestement pas compris le sens premier de sa mission qui est la préservation de la paix publique alors qu’il donne l’impression de faire la guerre à des ennemis «fauteurs de troubles». Les valeurs républicaines et le sens de la mesure doivent être le fil conducteur de l’action du Préfet de Police sous peine d’être rattrapé par la longue histoire de la PP qui a déjà connu le meilleur et le pire entre Maurice Grimaud et Maurice Papon pour ce qui concerne les Préfets de Police de la 5ème République.

*Andy Crups est commandant honoraire de la Police Nationale. Ce texte est paru dans Délinquance, justice et autres problèmes de société, le précieux blog de Laurent Mucchielli (*[*http://www.laurent-mucchielli.org*](http://www.laurent-mucchielli.org)*)*

* Jancry, Interview d’un Artiviste

*Par Mick et Paule*

*Vous vous définissez comme Artiviste, qu’est-ce que c’est ?*

Artiste-activiste = artiviste, tu vois ? En tant que dessinateur, j’ai la prétention d’être un peu artiste. Et comme je dessine surtout du dessin d’idées et d’opinions, c’est ma façon d’agir pour tâcher d’éveiller les consciences. C’est un engagement individuel face aux tenants de l’ordre qui resserrent chaque jour encore plus la vis de la surveillance et de la coercition. On l’a vu lors des attentats en 2015 avec l’état d’urgence, dont les mesures principales sont entrées, sans crier gare, dans le droit commun en 2017. En faisant le triste constat que les médias sont aux mains de neuf milliardaires qui n’ont aucun intérêt à ce que l’on questionne et remette en question le système, je crois qu’il revient à chacun de nous, plus que jamais, de compléter sa réflexion et ses valeurs en dehors du prêt-à-penser délivré par les médias dominants. Quand on voit ce qu’il se passe en ce moment au nom de la «sécurité» servie à toutes les sauces, je comprends vraiment que l’on s’interroge, que l’on veuille se révolter contre les dérives liberticides qui s’installent sournoisement dans notre quotidien. J’ai une fille de 11 ans, je n’ai pas envie qu’on la «puce» comme un animal en lui disant que c’est pour sa sécurité. Et c’est là que je revendique mon rôle de citoyen “artiviste”.

*Pourquoi le dessin plutôt que le texte ou la vidéo ?*

Un bon dessin vaut 1000 mots : il a une force, une action directe. On l’a bien vu avec les caricatures de Mahomet. Comme disait Cabu : «un bon dessin de presse, c’est un coup de point dans la gueule». Sans pour autant promouvoir les violences inutiles, le dessin touche à l’essentiel, parle aux tripes et fait immédiatement réagir.

*Pourquoi avoir fait le choix de diffuser vos dessins sur des supports comme des T-shirts, des mugs ou des sacs ?*

Ce que je souhaite avec mes dessins, c’est que les idées qu’ils véhiculent interpellent, questionnent et se promènent. Rien qu’en marchant dans la rue, vous véhiculez ces idées et passez le message. À l’heure de la société de l’information où l’on vend du temps de cerveau disponible, chacun peut choisir de devenir son propre média. Imaginez-vous dans le métro, portant un t-shirt «stop?»



[NDLR : dessin du petit Iliane, migrant de 4 ans trouvé mort sur une place européenne]. Pour moi, cela fait bien plus sens que d’arborer le logo d’une marque connue pour lequel vous payez une fortune. Je pense que les objets portant les dessins d’idée et d’opinion peuvent amener l’interrogation et le questionnement pour ceux qui les voient. Et si cela entraîne des échanges et discussions avec celle ou celui qui le porte, ce sera un nouveau pas de franchi, individuellement et collectivement.

*Sur votre site Internet, vos dessins sont en téléchargement gratuit avec une licence spécifique, pourquoi ?*

Je souhaite, par-dessus tout, que les dessins et idées infusent, circulent, et se diffusent. Si ces dessins plaisent et peuvent servir une cause commune, ils sont à disposition du plus grand nombre en téléchargement, dans un cadre non marchand. Je considère que là aussi, nous avons tous une responsabilité dans nos gestes et dans nos actions du quotidien. Cet acte de partage s’aligne parfaitement sur les valeurs citoyennes que je souhaite défendre, tant sur le plan professionnel que personnel. Dès lors qu’ils s’inscrivent dans un cadre humaniste et bienveillant, dans le respect de l’homme, de l’animal et de la nature, je suis honoré quand ces dessins circulent librement. C’est pourquoi j’ai choisi une diffusion gratuite, libre et licite avec la licence d’utilisation Promartis.

*Pourquoi cette invitation «affichez-vous, affirmez-vous !» dans votre communication ?*

La publicité a réussi à transformer certains d’entre nous en véritables panneaux publicitaires. Certains paient plus cher un produit pour exhiber fièrement une marque très visible. Bravo pour le formatage des esprits ! En principe, on se fait payer pour porter des publicité. Cela s’appelle du sponsoring ! Alors plutôt que mettre de l’argent dans un logo qui nourrira surtout le compte offshore d’actionnaires anonymes, il me semble plus utile d’oser afficher ses idées et ses valeurs. «Sapere Aude !» aie le courage de te servir de ton propre entendement ! disait Kant à l’époque du siècle des lumières. Il s’agit donc de s’autoriser à afficher un dessin d’idée, une opinion, une cause qui interpelle ; vous et ceux que vous croiserez dans la journée. C’est comme la liberté de la presse «qui ne s’use que quand on ne s’en sert pas», J’invite donc chacun à devenir son propre média et à oser afficher, en toute liberté de conscience, une opinion qu’il partage. Bien sûr, je parle d’une opinion exprimée dans le cadre de la Loi, pouvant aller jusqu’au blasphème, à la caricature et à la citation. Le racisme n’est pas une opinion : c’est un délit, et une connerie.

*Vous parlez de liberté, pensez-vous qu’il y a des restrictions ces temps-ci ?*

De toute évidence, il y a une dérive sécuritaire entraînant une restriction des libertés. Avant, cela venait d’en haut. Le problème, c’est que ça se transforme aujourd’hui en une demande sociétale dictée par la peur entretenue. La peur s’installe chez les gens. A force d’être abreuvés d’annonces anxiogènes diffusées en boucle (les violences, attentats, le nombre de morts du covid-19 en direct ou tout ce qui peut inquiéter), on se laisse progressivement envahir par la peur. Et la peur rend con ; et on l’entretient par nos actes. Un exemple qui me surprend toujours, c’est l’acceptation des gens qui, à l’entrée des magasins, se dirigent docilement vers le vigile pour être fouillés, le sac à main grand ouvert avec plein d’affaires personnelles. Quand j’étais minot, c’est à la sortie du magasin qu’on fouillait les sacs, pas à l’entrée !! Regardez dans les aéroports : près de 20 ans après les attentats du 11 septembre 2001, on te confisque encore ta lime à ongles pour pouvoir prendre l’avion. Sérieusement, avez-vous essayé de détourner un avion avec une lime à ongles ? Tout cela est ridicule, et pourtant ça entretient la peur générale ; ça maintient la pression sur les consciences.

Les moyens sécuritaires déployés ces dernières années sont démesurés. Regardez les lois et actions liberticides qui ont suivi les attentats de 2015. Nous sommes tous sous surveillance comme si nous étions tous suspects. Si, en plus, j’osais dire que les attentats ont tué en France depuis 2012 moins de 40 personnes par an (300 personnes) et entre 2000 et 2018 en Europe, moins de 800 personnes. Bien sûr qu'il faut être vigilant et il y en a sans doute qui ont été évités néanmoins si on aborde cela rationnellement, je passe pour un inconscient, aveugle face aux menaces qui pèsent sur nous. C’est ailleurs que les chiffres m’alarment. Rien qu’en France, par an, il y a près de 75 000 morts de la cigarette, soit plus de 8 morts par heure. Une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son mari ou de son ex, et il y a 48 000 morts de la pollution. Et j’en passe. Quels moyens mis en oeuvre contre cela ? Quand on voit l’arsenal policier et juridique mis en place suite aux attentats, je suis sûr que les femmes victimes de violences auraient apprécié, elles aussi, de telles dispositions policières pour les protéger.



*Un dernier mot pour nos lecteurs ?*

Gardez ou reprenez votre pouvoir d’être humain, libre et égale en droit ! Et si vous portez ou affichez un de mes dessins, envoyez-moi une photo en situation ! Je suis curieux de voir l’audace citoyenne à l’oeuvre…

*https://jancry.com*

* Lé Burn Out Français et nos Résignations

*Par le blogueur Vinvin (Cyrille de Lasteyrie)*

J’ai atteint un tel niveau d’exaspération politique que j’ai l’impression d’être au bord du burn out. Chaque jour je prends directement dans le ventre la honteuse réalité. Je vis dans un pays malade de partout, avec à sa tête des petits français, élus par la magie de tous nos renoncements, assis sur leurs privilèges, vidant les caisses à tour de rôle et à tours de bras sous nos yeux ébahis, se moquant allègrement de nos conversations et de nos avis, s’octroyant des primes, des salaires, des taux, des toits et des avantages généreux, inventant des lois scélérates sous la panique, chantant la Marseillaise au Congrès de Versailles, la larme à l’oeil entre deux mises en examen, désertant leur poste à l’Assemblée, démissionnant de leurs ministères pour retrouver leur mairie, profitant de leur poste, les yeux dans les yeux, pour placer l’oseille au frais, écrivant des livres de promesses malodorantes, courant de plateaux en plateaux pour déverser leurs éléments de langage, vidant le langage de tous ses éléments, bafouant la vérité au profit du profit, mentant le mardi pour se repentir le jeudi et se représenter le dimanche, la gueule enfarinée, rasant gratis et sans état d’âme, bénis par leurs camarades de promotion, coudes à coudes, soudés, calés dans les dorures, au son de la trompette républicaine lustrée par notre impôt massif et note dette souveraine.

J’ai la nausée, elle est là et elle ne me quitte plus, elle s’intensifie. Je cherche des traces de l’intérêt général, je ne le trouve pas. Il a été noyé sous les partis, les syndicats, les associations, les lobbies, les groupes, les intérêts particuliers, les privilèges des uns qui font les bénéfices des autres. Le blocage est total, les verrous sont rouillés et les flambeurs continuent de parader devant six millions de chômeurs, une école qui se délite, une santé attardée, un indice de bonheur qui s’écroule au 29ème rang derrière le Qatar et une consommation d’anti dépresseurs qui fait le délice de nos laboratoires, eux aussi bien placés dans la course aux bien placés.

Je dégueule ma peine et je pisse dans un violon. Comme vous. Français impuissant à qui l’on fait croire tous les cinq ans qu’ils ont leur destin en main, comme des veaux qu’on mène à l’abattoir en leur caressant le flanc sous une musique douce pour faciliter l’anesthésie. Cinq ans à nous déchirer pendant qu’une petite bande de petits français joue avec nos vies, nos économies, nos rêves de bonheur simple et de paix sociale. De temps en temps ils nous filent un os à ronger, qui d’un mariage pour tous, qui d’une loi de renseignement, qui d’une déchéance ou d’une indignité, et nous sautons dessus comme prévu, en bons petits soldats. Ils nous divisent à l’intérieur de nos familles, à l’heure où nous devrions plus que jamais nous aimer. Je suis écoeuré et perdu, silencieux, tétanisé par le sentiment d’impuissance. Les gens comme moi n’appartiennent à aucun intérêt particulier, hors celui de vivre bien ensemble, sans se déchirer, sans se méfier les uns des autres, tranquillement vivants sans  faire de vague. Mais ça ne se passe plus comme ça…

Cet hiver, l’un des nôtres est mort à trois cents mètres de l’Elysée. Je dis bien l’un des nôtres. Un membre du village, un cousin de cousin, certainement. On l’a laissé crever comme un rat aux pieds du Palais. Sans domicile. Pendant ce temps-là l’Élu assistait à des matchs de rugby et commémorait les chrysanthèmes, s’asseyait sur l’Histoire pour laisser une trace, de frein. Je n’en veux plus, de ces simulacres d’un temps passé et révolu. Je ne veux plus d’un homme qui dit «moi je», il est temps que nous disions Nous. Aucune raison morale, technique et même de bon sens, qu’un seul homme du haut de ses petits arrangements entre amis, puisse décider d’envoyer le pays dans la guerre, et même de nommer la guerre, sans que nous, NOUS, ayons dit qu’il le pouvait. Aucune raison de modifier notre constitution sur l’autel de la peur. Aucune raison de prendre seul des responsabilités plus grande que lui. Sommes-nous donc fous d’oublier sans cesse, de fermer les yeux, comme ces femmes battues qui voudraient fuir mais ne le peuvent pas, prisonnières d’une peur qui les paralyse ? Si peu de choix entre l’incompétence, la malhonnêteté et la résignation ?

Nous irons bientôt, en 2017, comme des moutons sous morphine, choisir entre trois personnages, glissant dans l’urne le nom d’un comédien, maquillé, média-trainé, porté par des intérêts qui nous sont étrangers. Le goût des jeux, même sans le pain, nous donnera quelques temps notre dose d’adrénaline et comblera notre sens du débat. Le lendemain, les trois quarts de la population auront la gueule de bois et retourneront tête baissée vaquer à leurs espoirs corrompus, jusqu’en 2022.

J’ai perdu le goût de ce cirque. Le pays est au bord du burn out et à la fin de cet article, je ne sais toujours pas ce que je peux faire. Cercle vicieux et vertigineux. Ce qui me fait peur, c’est ma propre résignation et cette colère stérile qui ne fait qu’engendrer de la colère stérile.  À quel moment la somme de ces colères pourra-t-elle produire un son commun, un premier pas vers une remise au goût du jour de notre dignité ?

* Theorie du ruissellement

*Par Benoist Magnat*



* Trop de Pauvres

*Glané sur le net par Benoist Magnat*



* Deconfinement

*Glané sur le net par Benoist Magnat*



**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Ahmed Abbes,Mina Ahadi, Aram Aharonian, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Collectif Les Effronté.es, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Alain Kerjan, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rui Poças, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda\*, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Pierre Thomas, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, José Vala, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Pierre Thomas, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :** *Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

 *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !